

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VENDREDI 7 NOVEMBRE 2025



« FRANCE SANTÉ » : FORMER, FIDÉLISER, REVALORISER – LA FNO APPELLE À INVESTIR POUR LES PROFESSIONNELS, PAS DANS DE NOUVEAUX LABELS

La Fédération nationale des orthophonistes (FNO) s'étonne de l'amendement gouvernemental présenté dans le cadre du PLFSS 2026, détaillant la mise en œuvre du dispositif « France Santé ».

Alors que les besoins en soins ne cessent d'augmenter, la création d'un nouveau dispositif territorial vient alourdir un paysage déjà complexe et mobiliser des moyens financiers au détriment des véritables priorités. L'urgence n'est pas d'ajouter un étage au millefeuille administratif, mais de former, fidéliser et valoriser davantage de professionnels de santé. Les ressources publiques doivent être concentrées sur les leviers d'attractivité et de formation, non sur de nouvelles structures de coordination dont la lisibilité et l'efficacité restent à démontrer.

La FNO regrette par ailleurs qu'un dispositif d'une telle ampleur ait été élaboré sans concertation préalable avec les organisations représentatives des professionnels de santé, alors même qu'il impacte directement leurs pratiques et leurs conditions d'exercice.

Pour la FNO, il n'est ni nécessaire ni opportun de modifier un dispositif encore en déploiement : un changement d'appellation risquerait d'ajouter de la confusion et de diluer les missions. Si cette évolution devait malgré tout être décidée, elle ne pourrait être acceptée qu'à la condition que les objectifs, les moyens et la gouvernance par les professionnels de santé soient pleinement préservés.

Dans ce sens, la proposition de loi n°666, adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale, constitue une véritable réponse structurelle à la pénurie de professionnels. Elle prévoit l'augmentation des quotas de formation, la création de maîtres de stage universitaires et le déploiement des contrats d'engagement de service public (CESP) pour les étudiants en orthophonie. Ces mesures représentent de vrais leviers d'accès aux soins, bien plus efficaces que la multiplication de structures administratives. Ce dont les territoires ont besoin, ce sont de soignants présents et formés, pas de nouveaux sigles.

Alors que la FNO alerte depuis plusieurs années sur la situation critique des orthophonistes salariés, dont les conditions d'exercice et de rémunération freinent le recrutement et la fidélisation dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux, le choix politique d'investir dans France Santé revient à continuer de vider le service public de ses compétences, aggravant ainsi les inégalités territoriales d'accès aux soins. L'urgence est d'investir dans les salaires et les carrières, donc dans la qualité et la continuité des soins, et non dans une énième structure administrative.

Par ailleurs, la FNO rappelle que l'accès direct aux orthophonistes, actuellement autorisé dans le cadre de l'exercice coordonné, constitue un outil concret pour améliorer la fluidité du système de soins. Il permet aux patients de bénéficier d'un diagnostic et d'une prise en charge plus rapide, tout en allégeant la charge des médecins et en renforçant la lisibilité du parcours de soins. C'est par de telles avancées pragmatiques que l'on peut réellement moderniser le système de santé.

La FNO appelle le Gouvernement à concentrer ses efforts sur l'essentiel : former, recruter et reconnaître les soignants, plutôt que de multiplier les sigles et les dispositifs. Ce dont le système de santé a réellement besoin, c'est de renforts humains sur le terrain plutôt que de nouvelles entités administratives.